le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 01 août 2016 N° 425 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Après la répression de la manifestation à Gao

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Mauritanie : La grève à la mine d'or de Tasiast : les travailleurs ont fait plier la direction

Page 4
Sénégal : Que se cache-t-il derrière la libération de Karim Wade ?
Page 5
Côte d'Ivoire : Face à la cherté de la vie, il faut des augmentations de salaires !

Page 7
Tchad : Les violeurs de Zouhoura condamnés ?
Page 8
Centrafrique ; Les dessous peu reluisants de l'intervention militaire française

Page 9
Madagascar : La campagne électorale à coup de bombe
Page 11

France : Il y a 80 ans, la grève générale de juin 36

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex
Site internet:
www.uatci.org

Editorial p.2

Mali

APRÈS LA RÉPRESSION DE LA MANIFESTATION À GAO

Le 12 juillet dernier, l'armée malienne a ouvert le feu sur des manifestants dans la ville de Gao, au nord du pays. Il y aurait eu officiellement trois morts par balles et 31 blessés. Cette manifestation a été organisée par des associations de jeunes se réclamant de la « société civile » *pour protester notamment contre la mise en place de nouvelles autorités intérimaires dans les régions administratives du nord du Mali. Celles-ci ont été installées récemment, suite à un accord négocié en 2015 entre le gouvernement malien et les mouvements se réclamant de la rébellion touareg.*

Une partie de la jeunesse de Gao s'est sentie exclue du partage des postes entre d'un côté les partisans du pouvoir de Bamako et de l'autre ceux des mouvements armées du nord. Alors des centaines de jeunes ont voulu exprimer leurs revendications dans les rues de Gao, malgré l'interdiction de tout rassemblement suite à l'instauration de l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire.

Ces jeunes n'étaient pas spécialement des opposants politiques d'Ibrahim Boubacar Keïta. Voici ce qu'a déclaré un des initiateurs de la manifestation : « Nous avons voulu manifester pour dénoncer l'insécurité sur la route Bamako-Gao, pour réclamer aussi notre recrutement au sein de l'armée et pour dénoncer la mise en place des autorités intérimaires ». *D'autres ont dénoncé le fait que dans les négociations avec le MNLA (Mouvement National de Libération de L'Azawad), le gouvernement malien, sous la pression de la France, a fait part belle à ceux qui étaient armés au détriment de* la « société civile » *qui n'était pas en rébellion.*

Cette répression violente a choqué bon nombre de gens tant à Bamako que dans d'autres villes du pays, et pas seulement parmi les partisans des partis qui se disent d'opposition. Deux jours après la répression à Gao, plusieurs centaines de manifestants ont défilé dans la capitale malienne en solidarité avec les jeunes de Gao. « Non à la tuerie de Gao. Trop, c'est trop! », *pouvait-on lire entre autres sur leurs banderoles. Le même type de manifestation a eu lieu à Tombouctou :* « Je suis Gao, Jeunesse de Gao, on est ensemble » *ont scandé les manifestants. Cette fois-ci, malgré l'état d'urgence, le gouvernement n'a pas réagi contre les manifestants, ni à Bamako, ni à Tombouctou.*

Un des politiciens qui se présente comme le chef de fil de l'opposition, Soumaila Cissé (il a été plusieurs fois mi-

nistres sous les précédents gouvernements et a récolté plus de 22% au second tour de l'élection présidentielle de 2013 face à IBK), a tenté de récupérer le mouvement de contestation en accusant le gouvernement de vouloir procéder au « passage en force de la loi sur les autorités intérimaires », *chose qu'il n'avait pas dénoncée auparavant alors qu'il n'a jamais été bâillonné par le pouvoir.*

Mais IBK n'est pas en reste. Lui aussi veut récupérer le mouvement en sa faveur après avoir ordonné directement ou indirectement la répression à Gao. Il a annoncé la mise sur pied d' « une mission de haut niveau » *pour* « diligenter une enquête indépendante et impartiale » *sur ce qui s'est passé à Gao le 12 juillet. Il a dépêché son ministre de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat, Mohamed Ag Erlaf, devant la presse pour minimiser la responsabilité de l'Etat malien dans la répression en déclarant que* «certains ont abusé des jeunes en leur faisant croire que les autorités intérimaires ont déjà été désignées alors qu'il n'en est rien ».

C'est dans la même foulée que, sous l'impulsion du gouvernement, une manifestation de soutien à IBK a été organisée le 29 juillet à Tombouctou. Les responsables de cette manifestation ont déclaré : « Nous sommes solidaires avec nos frères de Gao mais nous leur demandons d'être vigilants pour éviter d'être manipulés par certaines personnes qui ont des agendas cachés ». *C'est d'autant plus hypocrite qu'ils n'ont rien dit pendant la répression de ceux qu'ils présentent comme étant leurs* « frères ».

Pour se réconcilier avec cette frange de la jeunesse de Gao et de Tombouctou soutenue par une partie importante des habitants de la capitale et des autres grandes villes du pays, le gouvernement malien va probablement tenter d'acheter quelques uns d'entre eux, notamment certains responsables d'associations en leur offrant quelques places à la mangeoire locale de l'administration et dans l'armée malienne. Mais pour la grande majorité d'entre eux il n'y aura pas grand-chose. Le chômage et la misère resteront leur lot quotidien. Pour changer vraiment leur vie de misère, ils n'auront d'autre choix que de lier leur sort à celui de l'ensemble des travailleurs et des petits paysans du pays. C'est du combat des exploités pour leur émancipation que dépendra la possibilité d'un véritablement changement dans ce pays comme partout ailleurs.

Sénégal

LES GAGNE-PETIT DE LA CORRUPTION ET LES GROS BONNETS

Tout récemment un policier dakarois a été filmé par un amateur de caméra-téléphone alors qu'il était en train d'accepter un pot de vin d'une automobiliste en infraction. La vidéo a été diffusée sur internet et de nombreuses personnes au Sénégal l'ont vu à travers les réseaux sociaux. On y aperçoit l'agent de circulation empocher l'argent et ensuite il détruit la contravention et la met dans sa bouche pour la détruire. On entend même le dialogue établi entre l'agent et la conductrice en infraction. Celle-ci propose la somme de deux mille francs, l'agent refuse puis finit par demander 3000 FCFA.

La vidéo a beaucoup circulé et l'action de la personne qui a filmé la scène a été appréciée par beaucoup de gens. Les autorités supérieures de la police l'ont aussi visionnée et cela ne leur a pas plu. Il parait que l'automobiliste qui a corrompu l'agent

Une nouvelle structure bidon pour caser les amis du clan présidentiel

est recherchée par la police pour avoir été une actrice dans cette corruption. Quant au policier en question, il a été parait-il incarcéré dans les locaux disciplinaires de la police. Il va peut-être faire les frais de la campagne médiatique lancé par la vidéo mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan.

Tout le monde au Sénégal sait que la corruption est un phénomène très rependu et que cela ne date pas d'aujourd'hui. Mais disons tout de suite que la situation n'est pas meilleure dans les autres pays voisins. La police est particulièrement gangrenée par cette pratique. Il en est de même de l'administration et de bien d'autres secteurs de l'appareil d'Etat. Plus on monte dans les grades et les échelons, plus les pots de vin sont gros. Mais à ce haut niveau, les caméras vidéo auront plus de mal à surprendre les margoulins.

Macky Sall, après son élection s'est vanté de faire de la lutte contre la corruption « une priorité ». En 2012 il a créé une structure spéciale prétendument dédiée à la lutte contre ce fléau. Il s'agit de l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (Ofnac). Mais ce n'est que deux ans plus tard que cette structure a commencé à « travailler ». Il faut croire que ce n'était pas une « priorité » aussi pressante que cela. Le budget alloué à l'Ofnac en 2015 a été de 20151,65 milliards de francs CFA (environ 2,5 millions d'euros). Il y a de quoi satisfaire quelques appétits autour du camp présidentiel !

Dès le départ, des voix se sont élevées notamment au sein de certaines organisations de droits civils pour dénoncer la main mise politique des partisans du nouveau président sur cette nouvelle structure. Effectivement, Macky Sall y a installé d'abord les siens pour éventuellement traquer les fraudeurs ailleurs que dans son propre camp. La présence d'un certain Codé Mbengue parmi les membres de cet office a particulièrement choqué l'association « Forum civil » car son nom aurait été cité dans une affaire de drogue et de corruption dans la police. Mais selon Abdou Latif Coulibaly, le ministre chargé de la Promotion de la Bonne gouvernance, « *Codé Mbengue a été totalement blanchi par une enquête administrative* ». On peut être pourri et blanchi quand même comme certains dignitaires de la mafia!

Côte d'Ivoire

SOULÈVEMENT POPULAIRE FACE À LA HAUSSE DU COÛT DE L'ÉLECTRICITÉ

La fin du mois de juillet a été marquée par plusieurs manifestations violentes à l'intérieur du pays contre l'augmentation du prix de l'électricité mais aussi contre la cherté de la vie. À Yamoussoukro comme à Daloa, des manifestants ont exprimé leur colère. Des agences de la CIE, l'entreprise de distribution de l'électricité, ont été saccagées et pillées. À Bouaké où les manifestations ont été plus importantes, la répression a fait au moins un mort selon des chiffres officiels et plusieurs blessés par balle. Plusieurs dizaines de manifestants ont été arrêtés et jetés en prison. Aujourd'hui encore la répression continue. Le calme est

revenu, mais pour combien de temps, vu que rien n'a été réglé ?

Le 20 Juillet à Daloa, la population a manifesté sa colère contre la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) après avoir reçu en juillet deux factures.

Depuis le mois de Janvier, le prix de l'électricité a connu une forte hausse. Devant la grogne persistante des populations, le président s'est vu obligé d'en parler dans son adresse du premier Mai. Il a dit qu'il n'était pas au courant de cette situation et a décidé d'annuler l'augmentation, de procéder au remboursement du surplus payé manque par les abonnés. Tout ce discours-là n'était que mensonge et démagogie pour mener la population en bateau. Dans quelles mesures cet argent a été restitué ? Et lorsque les factures sont arrivées aux destinataires, les augmentations étaient en l'état. De plus les abonnés ont reçu deux factures dans le même mois.

Les populations se sont senties à juste titre désabusées et se sont lancées dans la manifestation pour exprimer leur colère contre la duplicité des autorités.

En guise de mesure pour calmer la situation, le délai de paiement a été reporté dans un premier temps au mois de septembre, puis échelonné sur toute l'année. Parallèlement, sentant que sa mayonnaise n'allait pas prendre, le gouvernement a pris la précaution de renforcer la présence de l'armée dans les localités qui ont été secouées par les manifestations et même dans des zones susceptibles d'entrer dans la danse.

En clair ce gouvernement qui a menti à la population, plutôt que de revoir sa copie, a choisi l'option de narguer la population et de montrer ses muscles. La partie est loin d'être terminée car la population laborieuse n'a pas encore dit son dernier mot.

Côte d'Ivoire

MANIFESTATIONS DANS LES UNIVERSITÉS : NON A LA RÉPRESSION !

Le 18 juillet dernier, de violents affrontements ont opposé les étudiants aux forces de l'ordre à l'université de Cocody. Il y a eu plusieurs blessés graves parmi les étudiants. Les autorités ont annoncé trois blessés parmi les policiers. La présidence de l'université a été saccagée, les bureaux de la scolarité brulés, des véhicules calcinés. Suite à ces affrontements, plusieurs étudiants ont été arrêtés et jetés en prison. En plus de cela, le gouvernement a annoncé la suspension des activités syndicales dans les universités et le renforcement de l'effectif des forces de « l'ordre » sur les campus universitaires. Ils savent pourtant que de telles mesures ne peuvent résoudre les problèmes qui sont bien réels. C'est une fuite en avant.

Depuis le mois de février, les manifestations se succèdent à l'université de Cocody. Cette situation est due à la décision prise par le gouvernement de déloger les étudiants de la cité universitaire pour y loger les participants aux jeux de la francophonie qui auront lieu en 2017. Pour cela, l'année académique a été raccourcie, les

cours sont accélérés. Les compositions qui se faisaient de tout temps en deux sessions doivent se faire cette année en une seule session.

Les étudiants protestent contre la présence permanente des forces de répression sur le campus mais il n'y a pas que ça. Ils revendiquent de meilleures conditions d'étude et entre autres, la construction de nouveaux amphis et des salles de cours qui sont insuffisants, l'équipement des laboratoires en matériel didactique et des bibliothèques qui sont vides. Ils veulent des salles informatiques avec de l'équipement adéquat, le paiement des bourses, etc…

Le gouvernement affirme avoir décaissé 300 milliards pour réhabiliter les universités et les grandes écoles publiques. Où est parti tout cet argent puisque rien n'a été réglé ? Peut-être dans les poches des ministres

!

Côte d'Ivoire

UN POLICIER CRIMINEL DÉMASQUÉ PAR INTERNET

Une vidéo insupportable a fait récemment le tour du net. Dans cette vidéo on voit un policier qui a posé sa botte sur un individu couché par terre. Il est entouré d'une foule. Dans la foule il y a des enfants. L'individu est peut être un voleur, c'est du moins l'impression qu'on a en regardant la scène. Un petit instant après, on voit le policier en train de donner des coups de pied à la tête de l'individu. Ensuite, on le voit dégainer son arme tirer sur l'individu à plusieurs reprises. Il le rate peut-être parce que l'individu bouge toujours. Pour l'achever, il lui assène plusieurs coups de crosse de pistolet. Un badaud sort de la foule et balance un fourneau sur la tête de l'individu. Après, on voit le policier recharger son arme. De nouveau, il tire à bout portant sur l'individu. On assiste là à une scène de violence qui montre toute la barbarie des forces de l'ordre contre des pauvres.

Manque de bol pour ce policier tueur, il y a aujourd'hui les nouvelles technologies. L'image a été mise sur Internet et a fait du coup le tour du monde. Cette vidéo a créé un tollé tel que les autorités pour calmer les gens se sont vus obligées d'annoncer l'arrestation du policier assassin.

Si ce policier a été mis aux arrêts, si arrestation il y a vraiment, c'est uniquement à cause de l'indignation qu'a soulevé cette vidéo. Des exécutions sommaires de ce genre arrivent souvent dans les quartiers populaires mais les policiers fautifs sont rarement inquiétés, quand ils ne sont pas félicités par les autorités.

Sierra leone

UNE POPULATION VICTIME DU PILLAGE ET DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE

À l'appel des autorités sanitaires du pays, les forces de l'ordre ont violemment dispersé la population pauvre qui tentait de récupérer dans la décharge publique de Freetown, une cargaison de poulets impropres à la consommation. Plusieurs conteneurs de ces poulets importés du Brésil, avaient séjourné dans le port de la capitale, sans système de réfrigération.

Les lancées de grenades incapacitantes et les tirs à balles de caoutchouc n'ont pas eu facilement raison de l'acharnement des affamés à déterrer à mains nues ou à la pelle les carcasses de volailles enfouies dans la décharge. Une quarantaine de personnes ont été arrêtées.

Mine de diamants en Sierra Leone. Une richesse qui ne profite aucunement à la population

Ce genre de situation n'est malheureusement pas une exception en Afrique. Même en temps « normal », les déchetteries sont assaillies par de nombreuses personnes démunies qui n'ont pas d'autre choix que celui d'y glaner des objets à recycler après lavage et réparation. Beaucoup de gens, y compris des enfants se blessent dans ces endroits et véhiculent des maladies infectieuses.

Cette situation est due à la condition misérable dans laquelle survit la majorité de la population. Pour le cas du Sierra Leone, le sous-sol regorge de diamants. La société Koidu Limited qui exploite les mines de ces pierres précieuses se moque des conditions qu'elle fait subir aux mineurs. Ceux-ci ne restent pas les bras croisés et engagent parfois des luttes pour améliorer leur sort. Avec la complicité de l'appareil d'Etat, des villages se trouvant sur des régions diamantifères, sont déplacés et des cours d'eau dégradés et pollués par l'extraction. Cela ne favorise pas l'essor de l'agriculture dans ce pays qui vient tout juste de se remettre de l'épidémie d'Ébola qui a gravement désorganisé les conditions de vie.

Une minorité tire cependant son épingle du jeu, mais au lieu d'améliorer le sort de la population, la mainmise des capitalistes et des trafiquants de toutes sortes sur les richesses du sous-sol est synonyme de calamité pour la majorité.

Des conditions de travail infernales pour les travailleurs des mines et des poulets avariés pour la majorité, voilà la réalité quotidienne ordinaire dans ce pays pauvre d'Afrique

.

Tchad

PREMIÈRE GRÈVE À LA TÉLÉVISION D'ÉTAT

Pour la première fois depuis la création de la télévision d'État, l'ONRTV, les employés considérés jusque-là dans certains milieux comme des privilégiés, se sont pourtant mis en grève le 22 juillet dernier. Ils réclament une augmentation de leur salaire, une amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Un employé écœuré, s'est emporté : « On en a assez ! On veut que nos droits soient respectés ».

Pour le moment le gouvernement observe un mutisme total à l'égard de ce mouvement de grève. Depuis 2011, l'Etat prélève 5 francs CFA tous les jours sur chaque appel téléphonique soi-disant pour améliorer les communications audiovisuelles dans le pays. Selon un calcul officiel, ce sont des millions de francs CFA que l'Etat engrange chaque année aux dépens des usagers, surtout de petites gens. Mais les premiers concernés, c'est-à-dire les employés de la télévision et de la radio d'Etat n'en ont pas vu la couleur puisque leur situation ne s'est pas améliorée. Où est donc passé cet argent

Les employés de l'ONRTV attendent toujours une réponse du gouvernement. Mais quelle que soit l'issue de leur mouvement, ils ont eu bien raison de lutter.

France

ATTENTATS TERRORISTES, CRIMES IGNOBLES

Le 26 juillet un acte révoltant de plus a été commis par des terroristes se réclamant de l'Islam. Ils ont assassiné en plein jour un prêtre de 85 ans dans son église à Saint-Étienne du Rouvray. Deux semaines avant, il y a eu à Nice, un massacre qui a fait plus de 80 morts. Ces deux actes, de même que ceux qui avaient été commis au Bataclan, à Paris, le 13 novembre 2015, ont été revendiqués par le mouvement Daesh opérant en Syrie, entre autre. Ce sont-là des actes abjectes et ignobles qu'aucun travailleur ne peut accepter.

Ceux qui commettent ces crimes ou leurs commanditaires de Daesh ou autres mouvements se réclamant de l'Islam radical veulent nous faire croire qu'il y a une guerre de religion et que les musulmans doivent les suivre de gré ou de force dans leur barbarie. Ce sont des ennemis des travailleurs car ils veulent imposer leur dictature moyenâgeuse à l'ensemble des populations. Partout où ils agissent, au Moyen Orient comme ailleurs, ils tuent sans distinction des innocents et sèment la désolation dans les régions sous leur contrôle.

Evidemment François Hollande profite de cette occasion pour se poser comme le champion de la défense du camp de la « liberté ». Il prétend mener « *la guerre contre le fanatisme* » mais en fait il ne cherche qu'à défendre les intérêts de l'impérialisme dans sa zone d'influence au Moyen Orient comme en Afrique. Les bombardements de l'aviation française en Syrie ont été amplifiés bien avant les deux derniers attentats terroristes en France.

En prolongeant l'état d'urgence, Hollande prétend que c'est pour mettre fin au terrorisme sur le sol français mais tout le monde a pu constater qu'il n'en est rien. La réalité est qu'il veut imposer un contrôle plus accru de la police sur la population sans être entravé par quelques formalités judiciaires préalables. Il veut avoir les mains libres pour arrêter qui il veut, quand il veut et le mettre en garde à vue ou sous résidence surveillée pendant une période plus longue par simple décision administrative. En instaurant l'état d'urgence il veut aussi interdire les rassemblements sur la voie publique, y compris les manifestations des travailleurs mécontents de sa politique anti-ouvrière. C'est un cadeau supplémentaire qu'il fait en direction du patronat français.

A l'approche de l'élection présidentielle, la gauche au pouvoir, comme la droite qui aspire à y revenir, rivalisent de discours sécuritaires. Les dirigeants de ces partis se sont lancés depuis plusieurs mois dans une surenchère réactionnaire pour chasser sur le terrain électoral de l'extrême droite du Front National quitte à attiser la division entre les travailleurs immigrés et français, entre les prétendus chrétiens et les prétendus musulmans tout en faisant semblant d'agir dans le sens contraire.

Les travailleurs de ce pays, qu'ils soient français ou immigrés, ne doivent faire confiance ni aux uns ni aux autres. Au contraire ils doivent s'unir sans distinction de nationalité, de couleur de peau ou de religion pour faire face à l'exploitation et la division.